



LA FRANÇAISE

LA LETTRE

ÉDITION SPÉCIALE - 21 FÉVRIER 2017

LA DIGICRATIE OU LE POPULISME *l'impérieuse nécessité d'une utopie économique-écologique !*

De Xavier Lépine – Président du Directoire de La Française



Photo : T.PAVIOT

La mondialisation qui ne s'est réellement amorcée que depuis 30 ans s'est organisée de manière Top Down – les traités internationaux, les accords bilatéraux, multi-latéraux, avec un certain nombre de concepts corollaires : le capital étant mobile, les centres de production se sont déplacés là où la main d'œuvre était la moins chère.

La bonne vieille formule "K (capital) + W (travail)" bat son plein.

Dans sa première phase, cette globalisation a été largement profitable aux pays développés comme aux pays en voie de développement : l'exportation de biens d'équipements, d'usines clés en mains, la construction d'infrastructures dont bénéficiaient les deux blocs. La deuxième phase s'est clairement faite au détriment de l'Occident en pleine schizophrénie : acheteur de produits de masse aux plus faibles coûts, reposant sur le concept de "l'offre crée la demande" et du "the one fits all", producteur qui perdait ses emplois : la primauté du travail à faible coût/valeur ajoutée et du capital. D'une certaine manière cette seconde phase s'est également faite au détriment des pays émergents eux-mêmes : le travail dans des conditions inhumaines, la mise en danger de l'écosystème environnemental et social.

La globalisation a ainsi permis à plusieurs milliards de personnes d'accéder à un niveau de vie correct, mais elle s'est aussi traduite par la paupérisation des classes moyennes en Occident.

La relance du pouvoir d'achat amorcée par l'administration Clinton en 1995 via la création de l'hypothèque rechargeable, après avoir fonctionné pendant 10 ans, s'est terminée par la crise des sub-primes, la crise mondiale que l'on connaît... Et l'élection de Donald Trump en 2016.

La lutte des classes qui s'était toujours accompagnée (à l'exception de la crise de 1929) par une amélioration générale du niveau de vie (la naissance des classes moyennes) s'est traduite depuis plusieurs décennies par une augmentation inédite des écarts entre mondialisateurs et mondialisés mais surtout par une dégradation des niveaux de vie (perçus ou réels) des mondialisés.

La paupérisation des classes moyennes se traduit logiquement par la montée du populisme... de droite comme de gauche, le repli sur soi, la stigmatisation de "l'autre", du "nanti au chômeur profiteuse d'un système pervers et injuste"... au mieux le retour en force de la doctrine Monroe (l'Amérique aux américains), au pire le national-socialisme.

Cependant, depuis quelques années la révolution du numérique fait son apparition et pourrait bien inverser positivement cette situation en Occident. La digicratie qui est en train de s'installer à grande vitesse repose sur des concepts radicalement différents :

- La mondialisation devient bottom up c'est-à-dire que l'initiative individuelle (la caricature du garage mais la réalité de Uber) se déploie mondialement ;
- La demande qui façonne l'offre : la customisation par le client existe déjà dans les médias (musique, film via le cloud et VOD), via les services définis par les clients eux-mêmes, précurseurs de développements locaux via de petites unités de production et de services (cf. imprimante 3D) ; le costume sur mesure devient lui-même également créateur de nouveaux biens et services, etc ;
- La primauté du travail à forte valeur ajoutée (la quote-part du travail à faible valeur ajoutée dans les nouveaux produits et services est faible : par exemple le smartphone avec ses applications embarquées) ;
- Une intensité capitaliste faible sur des horizons de temps courts.

La digitalisation, cet ennemi qui vous veut du bien, repose donc sur l'association des technologies et des services rendus localement, ce qui enclenche un mouvement de fond de relocalisation et d'évolution des métiers : nous passons de l'usine à l'application, des initiatives organisées "par le haut" aux initiatives entropiques, du groupe à l'individu et de la propriété à l'usage : Uber et ses chauffeurs, Airbnb et les propriétaires individuels, Blablacar et son covoiturage... pour n'évoquer que les disrupteurs les plus établis.

Une mondialisation bottom up où le centre est partout, la ressource primaire devient intangible et la domination n'est plus uniquement liée à la capacité d'appropriation mais appartient à l'initiative du sachant.

De tout temps le prolétariat a existé : le paysan jusqu'au XIX^e siècle, l'ouvrier au XIX^e, l'employé au XX^e, les services low cost font leur apparition au XXI^e siècle. Il est clair que les technologies digitales facilitent la réappropriation de la connaissance des besoins et des objectifs des clients à travers le big data et le dialogue qui s'établit en direct. Elle permet ainsi de proposer des solutions personnalisées, produites de manière industrielle en termes d'efficacité, de coûts et d'efficacité écologique (moins de gaspillages, économie circulaire, moins de transports...).

Sur le plan de l'organisation sociale du travail, elle remet profondément en cause le système top down pyramidale antérieur, la valeur ajoutée pouvant se créer à partir d'une initiative quasi-individuelle de l'entrepreneur, de l'intrapreneur, du corporate hacking où de l'association avec les entreprises issues du monde de la technologie.

D'un monde organisé pour fonctionner avec une intensité capitaliste forte et de manière linéaire sur du temps long, nous passons à un monde plus collaboratif où la problématique des brevets prévaut sur l'intensité capitaliste et où l'exponentiel est la règle.



En pure théorie, cette 4^e révolution industrielle doit permettre de résoudre une grande partie des problématiques économiques et sociales issues de la globalisation : relocalisation, développement des services, réconciliation entre les "travailleurs à forte valeur ajoutée et les low costs" de par la complémentarité naturelle qui s'opère.

Les freins à cette évolution sont cependant nombreux. Cette révolution est vécue comme l'arrivée d'un virus dans un corps social déjà bien malmené par 30 années de globalisation et le système immunitaire est largement réfractaire :

- Les grands groupes cherchent tous à digitaliser leurs process mais se heurtent aux résistances internes : que fait-on des réseaux physiques si la relation digitale avec le client est moins cher et/ou plus efficace pour ne citer que le cas le plus souvent évoqué des banques-assureurs ?
- L'arrivée annoncée des robots remplaçant l'Homme est perçue comme potentiellement un asservissement supplémentaire, une augmentation des inégalités et une menace additionnelle sur l'emploi et non pas comme un moyen de rapatrier du travail en occident et d'accroissement de la productivité au profit de la communauté.
- Le frein culturel, tout simplement, où l'aptitude et/ou la volonté au changement n'est pas la même pour tous.

Au total, entre cette 4^e révolution industrielle (et la digicratie qui la sous-tend) et le populisme croissant, c'est bien l'avenir de l'occident qui est en train de se jouer en ce moment ; autrement dit deux formes radicalement différentes de démondialisation, l'une violente du repli sur soi et l'autre porteuse d'un développement des aménités de la vie : plus de libertés car un accès au travail plus facile, plus d'équité et surtout plus de dignité.

Après le Brexit et Trump, les élections françaises sont un enjeu qui dépasse largement le cadre national. A une exception, les candidats qui s'affrontent ne sont absolument pas en rupture et affichent juste des degrés de populisme différents. L'extrême à droite propose de rejeter les "profiteurs fainéants" et l'Europe, alors que l'extrême à gauche propose le grand soir soixante-huitard. Les deux partis "républicains" se proposent, quant à eux, de réduire les inégalités en mobilisant les forces vives d'une nation qui se replie sur elle-même face à la montée bien réelle du populisme dans les autres pays. Tout ça n'est qu'une simple question de degré et de modalités sur des idéologies du début du XX^e siècle...

Gilles Deleuze, dès le début des années 80, avait prédit la déliquescence du monde occidental en basant son analyse philosophique sur le fait qu'un milliard d'occidentaux ne pourrait plus, dans un monde qui s'ouvrirait, maintenir sa domination économique et politique sur 3 milliards d'habitants des pays que l'on appelait encore à l'époque sous-développés pour les uns et en voie de développement pour les autres.

Les réflexions de Marcel Gauchet, père de l'expression "fracture sociale", permettent également un éclairage de l'évolution actuelle de notre société où le politique prend la relève du "vivre-ensemble" jusqu'alors régi par le religieux et s'organisant par la maîtrise du droit, du politique, et de l'histoire, entendue comme "devenir-générateur". L'échec de ce devenir humain est toujours possible et les grandes tragédies du XX^e siècle sont analysées par la non intégration de ces trois dimensions dans les démocraties libérales.

Ainsi, si les Etats-Unis étaient dans la perspective historique des 150 dernières années toujours en avance de 10 ans sur la vieille Europe, on peut aujourd'hui espérer que ce soit les nations européennes qui sont de fait devenues celles où, en dehors des croyances personnelles, l'empreinte du religieux, en tant que système, est la plus faible dans la vie politique, voire devenues la sphère géographique à même d'être le moteur de l'évolution de la démocratie et du "nouveau monde" !

Ce changement de paradigme auquel nous participons conduira à une remise en cause de l'Histoire et de la Géographie dans le sens où le hacking de l'industrie par la digitalisation



conduira à l'émergence de nouveaux centres de métiers dans des pays a priori improbables. Le coup d'Etat révolutionnaire, au sens de la création positive par une démarche bottom up, développé par Curzio Malaparte où une poignée de personnes peuvent changer le cours de l'Histoire via le déploiement global des initiatives est rendu possible par la digitalisation.

Alors, espérons que la digicratie l'emportera sur le populisme et que la phrase de l'ancienne patronne du Medef Italien "Quand il y a une innovation, les Américains en font un business, les Chinois la copient et les Européens la règlementent" soit reléguée dans les livres d'histoire.

Cet espoir d'une révolution économique-écologique est aussi, comme le dit Jean Viard, l'impérieuse nécessité d'une utopie collective, faute de quoi l'Europe et l'Occident tomberont dans le populisme, le repli sur soi avec une démondialisation incontrôlable et au total le chaos.

Certes si l'espoir fait vivre, il ne faut cependant pas être naïf et, une fois de plus, le résultat des élections françaises risque fort d'être décisif sur l'avenir de l'Europe et plus généralement des économies. Dès lors, ma recommandation en tant qu'asset manager est assez clair compte tenu de la bénévolence actuelle des marchés illustrée tant par la cherté des actifs financiers que par la chute de la volatilité, calme qui pourrait bien précéder la tempête :

Stratégies de Protection :

- Une couverture des risques extrêmes notamment par l'acquisition de fonds long de volatilité.
- Acquisition de cap hors de la monnaie sur les taux gouvernementaux européens, y compris pour couvrir les actifs immobiliers.
- Jouer l'écartement du spread Bund-OAT.
- Investir dans les fonds d'actions qui bénéficient explicitement d'une gestion type "action-couverte" (stratégie de couverture optionnelle).
- Investissement dans les fonds de risque premia (dispersion avec une forte granularité des écarts de volatilité).
- Regarder l'or comme refuge ultime.

Stratégies de réussite de la digicratie :

- Bien évidemment tous les secteurs de la technologie (des fintech aux med-tech en passant par tout ce qui est lié à la transition énergétique et l'agro-alimentaire) avec un focus particulier sur le non coté.
- Investir dans les fonds de décarbonation pour des raisons évidentes d'évolution d'allocations d'actifs des investisseurs.
- Le Grand Paris, parfaite illustration du potentiel de développement lié à la sérendipité apportée par une urbanisation réussie génératrice de facto d'une croissance économique supérieure.
- Les résidences seniors : en résonance avec les évolutions démographiques et les services, y compris digitaux, liés.
- Toutes les activités qui développeront la civilisation de l'usage versus celle de la propriété (de l'économie circulaire et des services dans la cité à l'évolution des formes juridiques de détention et d'usage).

D'un naturel optimiste (et au vu des sondages...), ma conviction est que les deux stratégies devraient être menées de front : *Si vis pacem para bellum* pour la première et une espérance de rendement supérieure au risque pour la seconde !

Achévé de rédiger le 16 février 2017.



LA FRANÇAISE

Groupe La Française
128, bd Raspail 75006 Paris - France
Tél. +33 (0)1 73 00 73 00 - Fax +33 (0)1 73 00 73 01
480 871 490 RCS PARIS - www.la-francaise.com